



Monsieur TONY DI MARTINO  
Maire  
Place Salvador ALLENDE  
93170 BAGNOLET

Objet : Déconfinement Covid-19

Bagnolet, le 30 avril 2020

Monsieur le Maire,

Depuis le 17 mars, l'ensemble des français est confronté à une pandémie sans précédent amenant à un confinement de la population, à la fermeture de nombreuses entreprises et de services publics, tels que de nombreux services municipaux, dont les crèches, les écoles, ... Ces mêmes services publics qui depuis 20 ans subissent des attaques. Toutes les dernières réformes touchant les services publics, leur gestion et leur fonctionnement, ont consisté à limiter leurs capacités d'actions, leurs moyens et à un transfert d'activités du secteur public vers le secteur privé.

Et pourtant face à la pandémie que nous subissons, une évidence s'impose : l'importance d'avoir des services publics forts, qui permettent de maintenir la cohésion sociale et l'équilibre des territoires.

A l'heure de cette crise sanitaire sans précédent, le gouvernement retrouve subitement toutes les vertus aux services publics, les valorise dans les discours et clame leur nécessité à longueur d'allocution, alors que depuis des années il les détricote méthodiquement en appliquant une politique d'austérité mortifère.

Face à cette crise les services publics sont l'unique moyen de garantir un accès de qualité, pour toutes et tous, aux services relevant de la santé, l'emploi décent, la justice, la sécurité, le logement, l'énergie, l'éducation.... Le 23 avril, le Président de la République annonçait que le 11 mai s'opèrerait le déconfinement avec pour seul but de relancer l'économie au départ de la santé publique.

La CGT dénonce l'irresponsabilité du gouvernement, qui, après avoir érigé le confinement comme seule solution possible, pour des raisons de santé publique, cherche à imposer des conditions de reprise qui ne correspondent qu'à un objectif répondre aux intérêts du patronat.

Le 28 avril, le 1<sup>er</sup> ministre dévoilait à l'assemblée nationale son plan pour le déconfinement le 11 mai 2020. C'est avec consternation que l'union locale CGT Bagnolet/Les Lilas a pris connaissance des annonces du 1<sup>er</sup> ministre concernant la réouverture des écoles et des crèches dans le cadre du déconfinement et de sa volonté d'imposer la réouverture contre l'avis du Conseil Scientifique et de l'INSERM au mépris de l'urgence sanitaire. Cette opposition à ces deux institutions a provoqué l'incompréhension et la colère parmi les enseignants, mais aussi les agents territoriaux et les parents.

A cet égard 2 parents sur 3 affirment qu'ils n'enverront pas leur(s) enfant(s) à l'école et ils sont bien davantage à ne pas vouloir les placer en crèche.

Les lycées ne rouvriront pas avant début juin : doit-on comprendre que les difficultés sociales et le décrochage pédagogique s'arrêtent à 16 ans ?

La réouverture des collèges, le 18 mai, ne se ferait que dans certains départements moins touchés par le CODIV-19, en commençant par les 6<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup>, mais les écoles maternelles et primaires, elles rouvriront partout !

Il est évident que l'unique choix qui guide la réouverture des écoles et des crèches est de permettre la garde d'enfant pour favoriser la reprise du travail des parents.

Toutes cela est inacceptable, l'école et les crèches ne sont pas des modes de garderie au service du patronat et ne doivent pas être des espaces de risques sanitaire.

En revanche, le 1<sup>er</sup> ministre n'a livré quasiment aucune information sur les moyens permettant cette réouverture sans mettre en danger les élèves, leurs familles, les personnels de la ville et les enseignants.

Quant aux enseignants, ils dénoncent la limite de 15 élèves par classe, qui est trop élevée pour assurer la moindre sécurité sanitaire, alors que la limite serait de 10 élèves pour l'accueil des enfants des personnels soignants.

Pour le reste le Président de la République et son 1<sup>er</sup> ministre semblent renvoyer au local et aux personnels la responsabilité de la mise en œuvre d'une reprise dans des conditions sanitaires acceptable. Ce qui pourrait engager votre responsabilité tant que Maire et celle de vos agents.

L'Union Locale CGT Bagnolet/les Lilas pense que ni l'éducation nationale, ni les communes ne seront prêtes pour assurer une réouverture dans des conditions sanitaires satisfaisantes. Nous ne doutons pas de votre volonté Monsieur le Maire à tout mettre en œuvre pour atteindre cet objectif, mais nous émettons les plus grandes réserves sur l'intention du gouvernement pour le permettre concrètement.

En effet, cela demande une réflexion et un travail pédagogique intenses, ainsi qu'une adaptation importante des locaux et des modalités d'accueil (restaurant, transports, entretien,) qui ne peuvent s'improviser à la légère.

Face à cette situation, parce que le gouvernement refuse de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection et le dépistage des enseignants, agents et élèves.

La CGT vous demande Monsieur le Maire de reporter à septembre la réouverture des établissements scolaires, plutôt que de rater une réouverture précipitée.

Nous sommes persuadés que parents d'élèves, enseignants, représentants du personnel territorial, l'Union Locale CGT, ainsi que vos services sont prêts à œuvrer à la réussite d'une rentrée scolaire en septembre, tant au niveau des conditions sanitaires, que des moyens à mettre en œuvre pour rattraper les retards accumulés ces dernières semaines.

Certain de l'intérêt que vous porterez à ce courrier, veuillez recevoir Monsieur le Maire nos sincères salutations.

Michel VENON  
Secrétaire général de l'UL Bagnolet/Les Lilas

